

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/31

11 décembre 1996

(96-5314)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: français

TCHAD

Déclaration de S.E. Mme Deneram Miantamare
Secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie

C'est avec un immense plaisir que je commencerai ma déclaration en vous adressant, au nom de la délégation tchadienne, mes salutations toutes particulières pour votre élection à la Présidence de la Conférence.

Je tiens également à exprimer ma sincère gratitude au gouvernement et au peuple de Singapour pour leur accueil et l'hospitalité offerte à tous les participants à la première réunion biennale ordinaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'échelon ministériel.

Permettez-moi aussi de remercier le Directeur général de l'OMC et ses collaborateurs de l'énorme travail préparatoire accompli et plus encore de leur permanente disponibilité.

L'importance de cette Conférence est de taille quand on sait que les thèmes qu'elle se propose d'aborder intéressent tous les Etats Membres de l'OMC et plus particulièrement les pays les moins avancés. Sur le plan national comme au niveau international, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, les politiques sociales et économiques sont mises en question et il est temps que les participants à cette Conférence se penchent sur la recherche des voies et moyens qui permettraient à nos pays respectifs d'adapter leur cadre institutionnel au nouvel environnement économique par la mise en oeuvre des Accords issus du Cycle d'Uruguay.

La plupart des pays les moins avancés et plus particulièrement ceux d'Afrique ont certes entrepris des efforts pour restructurer leurs économies soit en respectant les règles du jeu mises en place par les Accords de Marrakech, soit en signant des accords spécifiques avec les institutions de Bretton Woods qui sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Mais pour aboutir aux résultats escomptés, il faut que ces efforts puissent bénéficier d'un plus grand soutien de la part des nations développées et des institutions spécialisées. C'est donc à nous, dirigeants politiques, qu'il incombe d'assumer nos responsabilités sur le plan national et international.

Le Tchad, à l'instar des autres pays les moins avancés, formule le voeu de voir le Secrétariat de l'OMC organiser une réunion des pays Membres de l'Organisation avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement et les pays les moins avancés, en vue de favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à faire face à leurs obligations vis-à-vis de l'OMC et à participer pleinement au système commercial multilatéral.

Concernant les négociations futures sur l'accès des produits industriels aux marchés, l'agriculture, les services, l'investissement et le commerce, la politique et la concurrence, mon pays soutient l'initiative du Secrétariat de l'OMC d'entreprendre des études dans ces différents domaines, mais l'exhorte également à travailler en étroite collaboration avec le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour s'assurer que la dimension développement soit pleinement prise en considération et à accepter le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine comme observateur auprès du groupe qui effectuera ces études.

Dans les différents secteurs précités, il y a un certain nombre de propositions et recommandations bien établies par le Groupe ACP avec le concours du Secrétariat de l'OMC et qu'il faudra examiner avec une grande attention. Ces propositions répondent à la fois à un souci de justice et à une volonté de coopération puisque la prospérité du monde en développement entretiendra celle des pays industrialisés.

Plus que jamais, la coopération est indispensable pour combattre tous les maux qui minent le commerce international. Cette réunion doit être une importante occasion pour la communauté internationale de passer en revue les problèmes des PMA, d'adopter un plan d'action en faveur des PMA pour les aider à relever les défis et à tirer largement parti des avantages potentiels des Accords du Cycle d'Uruguay.

Je suis convaincue qu'à l'issue de cette session, nous pourrons nous comprendre grâce aux nombreux liens qui devraient unir nos nations et augurer une nouvelle ère de coopération fructueuse.

Je souhaite plein succès à nos travaux et une fois de plus, je vous remercie.